



AVIS DE VACANCE POUR UN CONSULTANT NATIONAL

Numéro VA : 99678
Titre : Consultant(e), Accélération de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité en République du Congo

Durée : Un mois (non renouvelable,)
Date limite de dépôt des candidatures : 23 juin 2021
Date d'émission : 9 Juin 2021
Date de début : Dès que possible en juin 2021
Unité organisationnelle : RCO, Nations Unies
Lieu d'affectation : Brazzaville, Congo

Titre du projet :

Faire progresser la composante WPS de la stratégie de paix durable des Nations Unies pour le Congo 2020-2022 : *"Mettre en œuvre la stratégie de paix durable des Nations Unies, guidée par des considérations politiques, dans le cadre de la stratégie de paix durable des Nations Unies" le cycle électoral actuel en République du Congo "*

CONTEXTE

1. Cette consultation est recherchée dans le cadre du travail de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la paix et la prévention des conflits. L'ONU assiste la République du Congo à travers son UNDAF 2020-2024, qui est aligné sur le Plan National de Développement (2018-2022) et se concentre sur la gouvernance et la consolidation de la paix entre autres domaines prioritaires.
2. Le cycle électoral 2021-2022 souligne l'importance pour l'ONU de maximiser ses efforts pour traiter les facteurs politiques et socio-économiques actuels et futurs des tensions électorales par le biais d'une stratégie de paix durable guidée par la politique.
3. Les priorités stratégiques pour le maintien de la paix identifiées par l'ONU sont les suivantes :
 - La facilitation d'un dialogue politique inclusif et significatif, notamment pour accroître les perspectives d'élections pacifiques, inclusives et crédibles



- Stabilisation durable de la région du Pool
- Promouvoir et protéger les droits de l'homme
- Accélération de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.
- Accélération de la mise en œuvre de l'agenda "Jeunesse, paix et sécurité".
- Renforcement de la coopération avec les institutions financières internationales (IFI)
- Renforcement du partenariat stratégique avec la CEEAC

Les objectifs spécifiques de la Priorité stratégique 4 : Accroître l'attention portée aux femmes sont les suivants :

4. Créer une plateforme pour la mise en œuvre du plan d'action national et régional sur les femmes, la paix et la sécurité (WPS), en s'appuyant également sur le réseau national des organisations de femmes.
5. Continuer à promouvoir l'opérationnalisation des politiques nationales en matière d'égalité entre les sexes, notamment en plaidant pour l'amélioration du cadre juridique et institutionnel en vue de réduire les inégalités entre les sexes, et l'identification de mécanismes de financement appropriés pour l'entrepreneuriat féminin
6. Soutenir et engager le **ministère de la promotion des femmes** dans une mise en œuvre accélérée du plan d'action national et régional sur les femmes, la paix et la sécurité.

Le consultant national soutiendra les efforts visant à atteindre les objectifs spécifiques mentionnés ci-dessus.

CONTEXTE DE L'INITIATIVE

Depuis 2018, le Congo a finalisé un Plan d'action national (PAN) 2018 - 2022 en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les WPS. Le PAN comprend cinq domaines stratégiques d'interventions / piliers, à mettre en œuvre sur une période de cinq ans. Les trois premiers domaines sont spécifiques aux droits, à la participation et à la protection des femmes et des filles, tandis que les deux derniers se concentrent sur l'intégration des approches de genre, la promotion de la participation des hommes et des femmes dans l'action humanitaire, le relèvement et le DDR, et le suivi de la mise en œuvre du plan.

Plus de deux ans après son adoption, le PAN n'a pas été mis en œuvre en raison du manque de ressources et de volonté politique, ce qui se traduit par un faible degré de priorité de la part du gouvernement. La Direction générale de la promotion de la femme du **ministère de**

la promotion de la femme, traditionnellement en manque de ressources, a subi d'énormes coupes budgétaires, avec une allocation de moins de 0,3 % du budget de l'État en 2019.

En ce qui concerne la participation politique, le nombre de femmes au sein du gouvernement et des autorités locales est très faible ; au sein des principaux mécanismes consultatifs nationaux [notamment : (i) le Conseil national du dialogue ; (ii) le Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles ; (iii) le Conseil consultatif des personnes vivant avec un handicap ; (iv) le Conseil consultatif de la jeunesse ; et (v) le Conseil consultatif des ONG et de la société civile] la représentation des femmes reste insuffisante, à l'exception du Conseil consultatif des femmes qui est exclusivement composé de femmes.

En ce qui concerne l'engagement civique des femmes, une section nationale du Réseau de leadership des femmes africaines (AWLN), une initiative de l'Union africaine, est établie depuis 2018 en République du Congo avec le soutien d'ONU Femmes. La mise en œuvre de l'agenda WPS est l'un des piliers du Réseau, qui vise à promouvoir des stratégies efficaces sur l'affirmation d'un leadership influent et la promotion de négociations stratégiques, pour avoir un impact sur les défis rencontrés par les femmes dans le contexte des processus de paix, de sécurité et de développement. En mars 2020, AWLN Congo a produit un document de planification indiquant que la participation accrue des femmes aux élections était une priorité.

BUT / OBJECTIF DE LA MISSION

La stratégie de maintien de la paix à orientation politique, élaborée dans le contexte du cycle électoral qui a débuté avec l'élection présidentielle de mars 2021, vise à s'attaquer aux facteurs de fragilité structurelle liés à la gouvernance électorale et économique, à encourager un dialogue politique inclusif et constructif et à contribuer à la résolution des facteurs de conflit persistants dans la région du Pool. Il inclut l'accélération de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur le WPS dans le pays. La mise en œuvre du WPS garantirait des actions visant à préparer, soutenir et maintenir la participation significative, qualifiée, compétente et efficace des femmes dans les processus de paix, de renforcement de la confiance et de développement de leur pays et pourrait apporter des progrès significatifs vers la réalisation des objectifs des ODD, en particulier l'ODD 5, la promotion de l'égalité des sexes.

Cet objectif n'a pas été pleinement mis en œuvre malgré une forte inclusion de l'aspect genre dans de nombreux projets conjoints mis en œuvre dans le cadre de la stratégie. La consultance soutiendra la contribution des Nations Unies à l'avancement de l'agenda WPS au Congo, sur la base des points d'entrée identifiés en consultation avec la Direction Générale de la Promotion de la Femme.

Pour mener l'engagement de l'ONU sur le WPS, une mission de soutien par ONU Femmes et le Bureau régional de l'ONU pour l'Afrique centrale (UNOCA) devrait avoir lieu à la mi-juillet 2021.

Le recrutement d'un consultant national assurera la collecte d'informations au niveau local, l'établissement des contacts nécessaires au niveau opérationnel, le travail analytique préparatoire et l'organisation d'un atelier de deux jours pour redéfinir les priorités du PAN, identifier les priorités d'un programme envisagé de l'ONU sur les SPM et rendre l'AWLN opérationnel.

Les objectifs spécifiques de la mission d'appui ONU Femmes - UNOCA que le consultant national aidera à préparer sont les suivants :

- Rencontrer les principaux partenaires gouvernementaux, les Nations unies, les donateurs et les parties prenantes de la société civile féminine afin de comprendre les défis, les opportunités et les besoins de soutien pour un engagement plus fort dans le processus de la SPM.
 - o Pour faciliter la révision et l'éventuelle extension du PAN 2018 - 2022 et identifier les activités prioritaires, la Direction Générale de la Promotion de la Femme pourrait accélérer la mise en œuvre de .
 - o Engager les principales parties prenantes (gouvernement, organisations de la société civile, y compris les organisations de femmes, les organisations de membres d'entreprises - secteur privé, les organisations confessionnelles, etc.) pour trouver des moyens de dynamiser la section de l'AWLN au Congo.
 - o Soutenir le développement d'une stratégie/programme conjoint entre l'UNCT et le gouvernement du Congo sur les femmes, la paix et la sécurité, basé sur les priorités révisées du PAN. Ce programme serait étroitement lié aux actions de réduction de la violence communautaire et de DDR. Le DDR pour environ 40.000 personnes en attente de réintégration n'a pas eu lieu comme prévu. Un projet PBF portant sur la " phase de transition " s'est terminé en avril dernier avec des résultats positifs sur la prévention de la violence électorale. Une nouvelle stratégie CVR (supplémentaire) est en cours de finalisation en collaboration avec le Haut-Commissaire pour le DDR.
La mission d'appui / le consultant national doit travailler en synergie avec ces autres domaines d'engagement de l'ONU, et s'assurer que le WPS sera intégré dans les résultats stratégiques du DDR/CVR.
- Galvaniser l'engagement de l'ONU pour soutenir sa mise en œuvre.
- Examiner comment le travail de l'ONU peut contribuer à renforcer l'agenda global de l'égalité des sexes.

La mission devrait générer :

- Un PAN 2018 - 2022 redéfini, qui sera également aligné sur la stratégie de la CVR et les priorités régionales.
- Une stratégie/un programme conjoint de l'UNCT en matière de WPS incorporant les priorités identifiées dans le PAN 2018 - 2022 repriorisé, les ressources nécessaires et la stratégie de mobilisation, ainsi que les domaines d'intérêt sectoriels/géographiques pour une mise en œuvre accélérée, y compris la redynamisation de la section congolaise de l'AWLN.

RESPONSABILITÉS

Sous la supervision du Conseiller en Paix et Développement, et sous la supervision générale de Coordonnateur Résident, et en étroite collaboration avec la responsable du programme Femmes, Paix et Sécurité, la conseillère genre du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et le Groupe de Task-Force sur l'Egalité du Genre, le (la) consultant(e) sera responsable des tâches suivantes :

- Travailler avec le ministère des Affaires générales sur la redéfinition des priorités du PAN - identifier les points d'entrée - contacter les principales organisations de la société civile dirigées par des femmes (WCSO) pour préparer la redéfinition des priorités du PAN / réorganiser le W/S pour relancer le PAN.
- Levier ministériel (PNUD) a fourni une formation aux femmes dans toutes les régions sur les SPM en 2021 et avant.
- Identifier les ministères clés Engager le groupe technique du point focal interministériel
- Mise à jour de l'AWLN sur son statut actuel, sa capacité et son potentiel d'engagement pour faire progresser la SPF au Congo. Fournir une analyse politique initiale de l'AWLN, en relation avec d'autres composantes majeures de la société civile dirigée par les femmes (WCSOs) et faire le point sur l'inclusivité de la composition de leurs membres.
- Sur la base du document de planification de l'AWLN daté de mars 2020, qui indique que les élections sont une priorité, déterminer l'étendue de leur volonté, leur disponibilité et les incitations nécessaires pour les mobiliser. Évaluer s'ils peuvent être considérés comme des parties prenantes essentielles ayant la capacité de crédibilité et les compétences de médiation/négociation nécessaires pour mener des processus de SPM durables.
- CVR et EWER : se familiariser avec la stratégie CVR en cours d'élaboration et son contexte Identifier les organisations/groupes de femmes dans les points chauds Préparer/mettre à jour la cartographie
- Soumettre une proposition au PDA pour les actions potentielles de soutien aux femmes et aux jeunes dans les points chauds locaux et les priorités pour engager les femmes leaders locales, les groupes de femmes, les organisations communautaires pertinentes, les médiateurs communautaires, les chefs traditionnels dans la médiation, la réduction de la violence, l'autoprotection communautaire et l'autonomisation des femmes résilientes.
- Identifier et contacter les membres du COPAC du RdC.

COMPÉTENCES :

- **Professionalisme** : Excellente connaissance de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures. Connaissance des développements politiques et économiques au Congo et des questions liées au dialogue politique, à l'inclusivité, aux besoins et aux demandes des femmes au niveau central et local. Excellente connaissance et compréhension du contexte culturel et politique du Congo en ce qui concerne les questions de paix et de sécurité des femmes, les parties

prenantes et les dynamiques, y compris le gouvernement, les ministères d'exécution, les autorités régionales, les partis politiques et la société civile. Connaissance des cadres juridiques, politiques et de planification nationaux, régionaux et internationaux liés à l'égalité des sexes. Connaissance de la facilitation de la médiation et des processus de paix.

Capacité à diriger ou à animer des réunions et des ateliers et à motiver les participants.

Aptitude à créer, maintenir et/ou participer à des équipes et des groupes de travail interdisciplinaires/inter-institutions et multipartites ; aptitude à établir et maintenir de bonnes relations de travail avec un large éventail de personnes au sein du système des Nations unies, des ONG, de la société civile, des fonctionnaires gouvernementaux ainsi qu'avec des organisations régionales telles que la CEEAC ; aptitude à effectuer des enquêtes de base, des consultations et des recherches avec les parties prenantes, à documenter, analyser, rendre compte et parvenir à des conclusions sur les causes et les solutions possibles aux problèmes politiques dans des domaines spécifiques ; compréhension des diverses perspectives dans les approches et les programmes politiques, sociaux, économiques et humanitaires.

Flexibilité, orientation vers les résultats et excellente capacité à résoudre les problèmes sont requises. Une connaissance du travail des Nations Unies est souhaitable.

- **Travail en équipe** : Bonnes compétences interpersonnelles ; capacité à travailler dans un environnement multiculturel et multiethnique et à entretenir des relations de travail efficaces avec des personnes d'origines nationales, sociales et culturelles différentes ; capacité à participer activement à des projets d'équipe.
- **Planification et organisation** : Élabore des étapes de mise en œuvre claires qui sont conformes aux objectifs et aux stratégies convenus ; identifie les activités et les missions prioritaires ; ajuste les priorités selon les besoins ; alloue le temps et les ressources nécessaires à la réalisation du travail. Respecte pleinement les délais et anticipe les besoins de manière proactive.
- **Communication** : Solides compétences en communication, tant à l'oral qu'à l'écrit : très bonne capacité d'écoute active ; capacité à communiquer oralement des concepts complexes ; capacité à adapter le style de communication à différents publics et à préparer des rapports écrits clairs et concis.

Éducation :

- Diplôme universitaire en sciences politiques, économiques et sociales, développement, genre, études de conflits.

Expérience professionnelle :

- Au moins sept ans d'expérience à responsabilité progressive dans le domaine de l'égalité des sexes, de la promotion des femmes et de leur autonomisation politique. Expérience de travail dans les pays du Congo et d'Afrique centrale, aux niveaux national et local, sur des questions liées aux droits sociaux et humains. Une

expérience pertinente du travail politique au sein de l'ONU serait un avantage supplémentaire.

Langues :

- La maîtrise du français oral et écrit est requise. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout. La connaissance des langues nationales du Congo est un atout

REMUNERATION :

La rémunération est compétitive et proportionnelle aux compétences et à l'expérience.

Les Nations Unies n'imposent aucune restriction à l'éligibilité des hommes et des femmes à participer, à quelque titre que ce soit et dans des conditions d'égalité, à leurs organes principaux et subsidiaires (Charte des Nations Unies, chapitre 3, article 8).

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leur candidature, en indiquant clairement le titre, à l'adresse ci-dessous avant la date limite. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Chargée de l'Unité de Passation des Marchés du PNUD-Congo
Email :

TDR Approuvés par :



Chris Mburu
Coordonnateur Résident
Date : 8 juin 2021